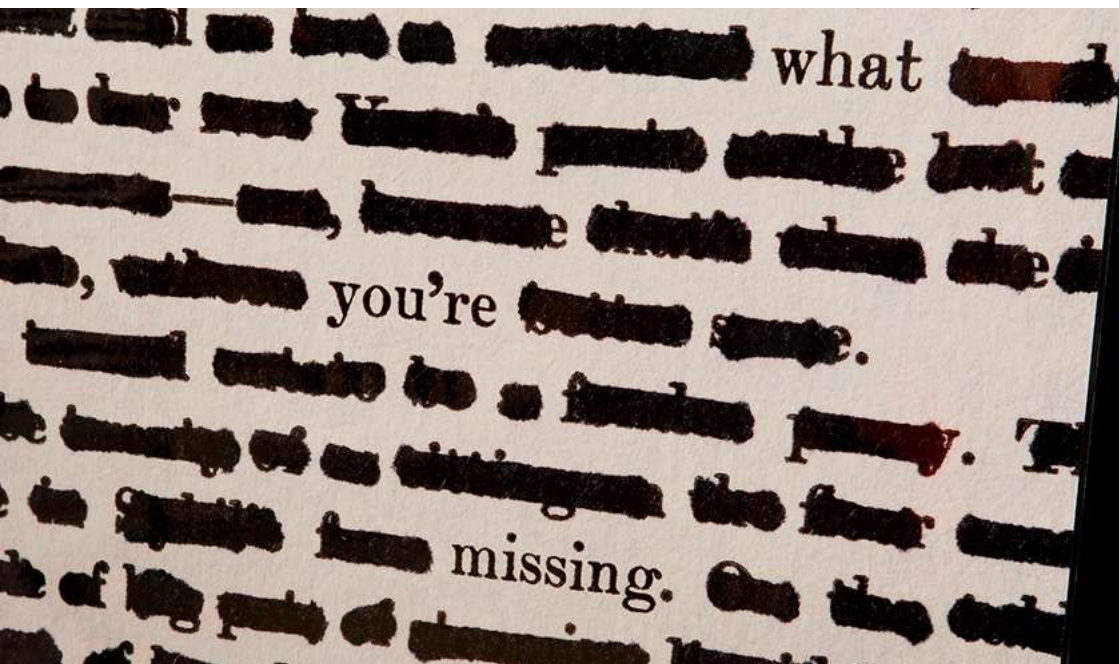


ADDENDUM AU RAPPORT : LA LIBERTÉ DE LA PRESSE MISE À MAL DANS LES ÉTATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19



Addendum COVID-19 au rapport annuel
des organisations partenaires
de la Plateforme du Conseil de l'Europe
pour renforcer la protection du journalisme
et la sécurité des journalistes

2020

*Les vues exprimées dans cet ouvrage
sont de la responsabilité des auteurs
et ne reflètent pas nécessairement la
ligne officielle du Conseil de l'Europe.*

Toute demande de reproduction ou
de traduction de tout ou d'une partie
de ce document doit être adressée à la
Direction de la communication
(F-67075 Strasbourg ou
publishing@coe.int). Toute autre
correspondance relative à ce document
doit être adressée au Secrétariat de
la Plateforme pour la protection du
journalisme (mediafreedom@coe.int).

Couverture et mise en page :
Service de la production des
documents et des publications
(SPDP), Conseil de l'Europe.

Cette publication n'a pas
fait l'objet d'une relecture
typographique et grammaticale
de l'Unité éditoriale du SPDP.

Photo de couverture :

La censure littéraire
© B Christopher /
Alamy Banque d'Images.

© Plateforme pour la protection
du journalisme et la sécurité des
journalistes / Conseil de l'Europe,
juin 2020.

Imprimé dans les ateliers
du Conseil de l'Europe.

52 menaces relatives à la liberté de la presse ont été recensées dans les États membres du Conseil de l'Europe durant la pandémie

29 avril 2020

Objet

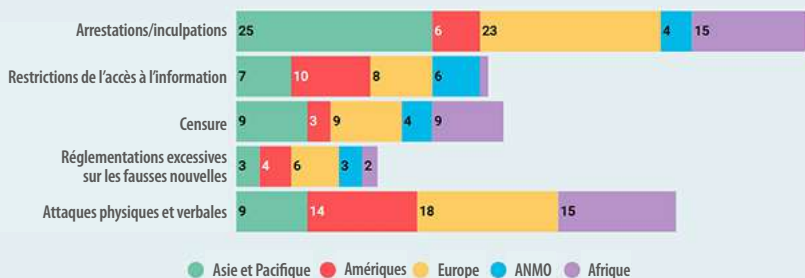
■ Cette note d'information présente une vue d'ensemble des violations de la liberté des médias observées dans chaque État membre du Conseil de l'Europe depuis que la pandémie de COVID-19 a frappé le continent fin février 2020. Elle permet de mieux comprendre les effets du coronavirus et des mesures prises par les gouvernements sur la liberté de la presse et des médias en Europe¹.

Informations générales

■ Les violations commises dans les États membres du Conseil de l'Europe représentent un peu plus d'un tiers de l'ensemble de celles constatées au niveau mondial, selon les données de l'Institut international de la presse (IPI).

¹ Cette note d'information a été coordonnée par l'Institut IPI dans le cadre du projet Media Freedom Rapid Response (MFRR) et réalisée en coopération avec d'autres organisations partenaires pour la liberté de la presse. Le projet MFRR bénéficie du soutien de la Commission européenne.

COVID-19 : nombre de violations de la liberté des médias par région

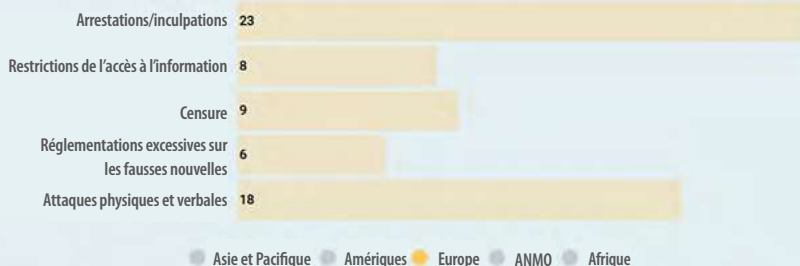


SOURCE : Institut international de la presse (IPI) – Tracker on press freedom violations linked to COVID-19 coverage (Outil de suivi des violations de la liberté de la presse dans le cadre de la couverture de la pandémie de COVID-19)

Les cinq grandes thématiques mises en exergue sont les suivantes :

- ▶ les mesures d'urgence disproportionnées, en particulier les réglementations excessives pour lutter contre la désinformation,
- ▶ les arrestations, placements en détention de journalistes et poursuites engagées à leur encontre,
- ▶ les restrictions de l'accès à l'information,
- ▶ les attaques physiques et verbales mettant en danger la sécurité des journalistes, et
- ▶ la surveillance et les menaces à pour la vie privée.

Covid-19 : nombre de violations de la liberté des médias par région



SOURCE : Institut international de la presse (IPI) – Tracker on press freedom violations linked to COVID-19 coverage (Outil de suivi des violations de la liberté de la presse dans le cadre de la couverture de la pandémie de COVID-19)

Situation actuelle

Albanie

■ Le 23 mars, le Premier ministre albanais a adressé aux citoyens un message vocal intrusif par l'intermédiaire de Vodafone leur conseillant de se laver les mains pour ne pas attraper le coronavirus et de « se protéger des médias »².

■ Le même jour, Elio Laze, journaliste à *Ora News*, a été menacé violemment par un employé d'une entreprise de construction privée pour avoir filmé des travaux réalisés en violation du couvre-feu mis en place dans le pays dans le cadre de la pandémie de COVID-19³.

Arménie

■ Le 16 mars, la déclaration de l'état d'urgence en Arménie a interdit aux médias et aux utilisateurs des réseaux sociaux de publier des informations jugées susceptibles de « provoquer la panique » ou ne provenant pas de sources gouvernementales officielles.

■ Le 23 mars, il a été signalé que le gouvernement a enjoint à 22 médias de supprimer ou modifier ce qu'il considérait être des informations trompeuses ou incorrectes sur le coronavirus⁴.

■ De nombreux journalistes et médias ont déclaré depuis lors avoir été contraints de supprimer des publications sur les médias sociaux et le web, la police se montrant ferme à l'égard des médias couvrant la pandémie de COVID-19. Cette situation a incité les organisations de journalistes à protester contre la réaction excessive du gouvernement⁵.

Azerbaïdjan

■ Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le Parlement azerbaïdjanais a modifié la loi sur l'information afin de permettre aux autorités de poursuivre les propriétaires de médias en ligne en cas de publication de contenu « inexact »

2 <https://balkaninsight.com/2020/03/13/albania-premier-urges-citizens-to-protect-themselves-from-the-media/>, *Rama Takes his War on Media to Albanians' Phones*, Balkan Insight, 13 mars 2020

3 <https://exit.al/en/2020/03/24/ora-news-journalist-threatened-by-salillari-employee-after-possible-curfew-violation/>, *Ora News Journalist Threatened by Salillari Employee After Possible Curfew Violation*, Exit Albania, 24 mars 2020

4 <https://hetq.am/en/article/114899>, *Armenia: State of Emergency Press Restrictions Continue; 22 Media Outlets Told to Remove/Edit Coronavirus Content*, hetq.am, 23 mars 2020

5 <https://eurasianet.org/armenia-takes-hard-line-against-media-reporting-on-covid-19>, *Armenia takes hard line against media reporting on COVID-19*, Eurasianet, 23 mars 2020

ou « dangereux ». La formulation vague de la loi laisse craindre qu'elle n'ouvre la porte à une censure accrue⁶.

■ Le 9 avril, Natig Izbatov, journaliste du site d'information en ligne 7gun.az, a été arrêté alors qu'il filmait les interviews de personnes lors d'une manifestation dénonçant les répercussions économiques de la quarantaine à Xirdalan, une ville proche de Bakou. Il a été condamné à 30 jours de prison pour avoir enfreint les règles de quarantaine, alors qu'il était en possession de documents officiels l'autorisant à exercer son activité de journaliste. Son rédacteur en chef, Javid Shiraliyev, affirme que le journaliste a été maltraité au commissariat de police⁷.

■ Le 13 avril, Ibrahim Vazirov, un journaliste et blogueur de la chaîne de télévision internet *Kanal24*, a été arrêté dans la ville de Shirvan, quelques jours après que la police lui a demandé de retirer du site des reportages sur les conséquences sociales et économiques de la COVID-19. Selon le ministère de l'Intérieur, M. Vazirov a été interpellé pour avoir refusé d'obtempérer à une demande légitime de la police et placé en détention pour 25 jours⁸.

■ Le même jour, le journaliste de *Reportyor.info*, Mirsahib Rahiloglu, a été arrêté à Shirvan pour « violation des règles de quarantaine » et placé en détention pour une durée de 30 jours. Il avait également critiqué les autorités locales et publié des interviews de citoyens exprimant leur frustration face au manque de soutien financier pendant la période de confinement⁹.

■ Le 20 avril, le journaliste Teymur Karimov a été agressé physiquement par des inconnus à Bakou alors qu'il tentait d'interviewer des habitants sur les conséquences économiques des mesures prises contre la COVID-19. Sa carte mémoire a également été volée¹⁰.

Bosnie-Herzégovine

■ Le 19 mars, le gouvernement de la Republika Srpska, entité de Bosnie-Herzégovine habitée principalement par des Serbes, a instauré des amendes

6 <https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/449146>, *Coronavirus response should not curb freedom of the press in Azerbaijan*, OSCE, 25 mars 2020

7 <https://ipi.media/azerbaijan-abuses-quarantine-rules-to-jail-critical-journalists-and-bloggers/>, *Azerbaijan abuses quarantine rules to jail critical journalists and bloggers*, IPI, 23 avril 2020

8 <https://aqreqator.az/az/hadise/690407>, *Jurnalistsə 25 sutka həbs cəzası verildi...*, Aqreqator, 13 avril 2020

9 <https://oc-media.org/azerbaijan-arrests-journalists-for-violating-guarantine/>, *Azerbaijan arrests journalists for "violating quarantine"*, OC Media, 16 avril 2020

10 <https://www.amerikaninsesi.org/a/reportyor-fiziki-t%C9%99zyiq%C9%99-m%C9%99ruz-qa-lid%C4%B1%C4%9F%C4%B1n%C4%B1-bildirir-/5383227.html>, *Reportyor fiziki təzyiqlə məruz qaldığını bildirir*, VOA, 21 avril 2020

et mis en place d'autres mesures répressives pour la diffusion de « fausses nouvelles » dans les médias et sur les réseaux sociaux¹¹.

■ L'Association des journalistes de Bosnie-Herzégovine a également critiqué ce qu'elle qualifie de système restrictif pour les journalistes chargés de poser des questions aux ministres et aux organismes de santé¹².

■ Le 20 avril, pendant qu'ils effectuaient des prises de vue dans le canton de Tuzla, un journaliste et un cameraman de *RTV Slon* ont été brièvement détenus par la police, bien qu'ils soient en possession de cartes de presse et de laissez-passer valides leur permettant de se déplacer et de travailler pendant le couvre-feu. Ils réalisaient un reportage sur un groupe de citoyens venant d'arriver dans un centre d'isolement des malades de la COVID-19 à Tuzla. La police a saisi les téléphones des journalistes et effacé toutes les photos qui s'y trouvaient¹³.

Bulgarie

■ En Bulgarie, le gouvernement a profité du décret sur l'état d'urgence pour tenter de modifier le Code pénal et introduire des peines pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement ou une amende de 5 000 euros pour diffusion de ce qu'il considère être des « fausses nouvelles » sur la pandémie. Alors que le Président a mis son veto à cette partie du décret, un parti de la coalition au pouvoir a soumis un autre projet de loi au Parlement le 19 avril. S'il est adopté, il confèrera aux autorités des pouvoirs accrus leur permettant de bloquer des sites web pour « désinformation sur internet », élargissant ainsi le champ d'application de la loi bien au-delà de la crise sanitaire immédiate¹⁴.

■ Le gouvernement a également doublé le temps imparti aux organismes publics pour répondre aux demandes d'accès à l'information, qui passe ainsi de 30 à 60 jours¹⁵.

11 <https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/450115> OSCE concerned about decree against "fake news" in Republika Srpska, Bosnia and Herzegovina, and calls on authorities to withdraw it, OSCE, 14 avril 2020

12 <https://www.bljesak.info/vijesti/flash/bh-novinari-upozoravaju-ovakvi-postupci-vlasti-vode-ka-cenzuri/307122>, *BH novinari upozoravaju: Ovakvi postupci vlasti vode ka cenzuri*, Bljesak.info, 31 mars 2020

13 <http://ba.n1info.com/Vijesti/a427475/BH-novinari-i-OSCE-reagovali-zbog-brisanja-fotografija-ekipi-RTV-Slon.html>, *BH novinari i OSCE reagovali zbog brisanja fotografija ekipi RTV Slon*, N1 BiH, 22 avril 2020

14 <https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/450193> COVID-19 response in Bulgaria should not curb media freedom, says OSCE Representative on Freedom of the Media, OSCE, 15 avril 2020

15 <https://cji.ro/en/manufacturing-censorship-consent-not-required/>, *Manufacturing Censorship (Consent not Required)*, Center for Independent Journalism, 24 mars 2020

■ Les forces de police ont été habilitées à obtenir sans autorisation judiciaire préalable des données de téléphonie mobile sur les personnes qui enfreignent les mesures de confinement, ce qui soulève des préoccupations en matière de surveillance et de respect de la vie privée¹⁶.

Croatie

■ La journaliste croate Živana Šušak Živković du site *Dalmatinski portal* a été agressée et blessée par un groupe de fidèles alors qu'elle couvrait la messe de Pâques tenue illégalement près de la ville de Split pendant la période de confinement due à la COVID-19¹⁷.

Espagne

■ Des centaines de journalistes et plusieurs des principaux journaux du pays ont vivement critiqué le gouvernement espagnol au sujet du système permettant aux médias de poser des questions lors des conférences de presse. Ils ont dénoncé le format restrictif imposé, dans lequel les questions étaient rédigées à l'avance et présélectionnées par le gouvernement. Un nouveau système a été introduit et permet aux journalistes de s'adresser en direct aux ministres et sans intermédiaire¹⁸.

Grèce

■ Le 18 avril, les bureaux athéniens de *SKAI*, l'un des plus grands groupes de médias grecs, ont été la cible d'une attaque à la bombe. Le bâtiment, qui abrite le célèbre quotidien *Kathimerini*, ainsi que la station de radio et chaîne de télévision *SKAI*, a été touché par deux engins artisanaux qui ont explosé dans la cour et sur un balcon du premier étage. Cette attaque a par la suite été revendiquée par un groupe baptisé « Anarchist Comrades » (Camarades anarchistes), qui a mis en ligne une vidéo, accompagnée d'une déclaration accusant *SKAI* de faire partie des « médias de masse », porte-paroles du gouvernement de droite pendant la pandémie de COVID-19¹⁹.

16 <https://rsf.org/en/news/coronavirus-state-measures-must-not-allow-surveillance-journalists-and-their-sources>, *Coronavirus: State measures must not allow surveillance of journalists and their sources*, Reporters sans frontières, 10 avril 2020

17 <https://www.balcanicaucaso.org/eng/Areas/Croatia/Croatia-journalists-beaten-up-on-a-Ustasha-Easter-201041>, *Croatian Journalists Beaten up at Easter*, Osservatorio Balcani e Caucaso Transeuropa, 15 avril 2020

18 <https://rsf.org/en/news/coronavirus-spanish-government-yields-pressure-journalists-and-agrees-live-press-conferences-0>, *Coronavirus: Spanish government yields to the pressure of journalists and agrees to live press conferences*, Reporters sans frontières, 9 avril 2020

19 <https://www.kathimerini.gr/1074456/article/epikairothta/ellada/epi8esh-me-molotof-sto-ktirio-toy-skai-kai-ths-ka8hmerinh8>, *Επίθεση με μολότοφ στο κτίριο του ΣΚΑΪ και της Καθημερινής*, Kathimerini, 18 avril 2020

■ Depuis le 23 mars, invoquant des raisons de santé publique, le ministère grec de la santé a fermé ses portes aux chroniqueurs santé désirant assister aux points de presse quotidiens de son porte-parole, le professeur Sotiris Tsiodras, et des vice-ministres de la Protection civile et de la Santé. Les journalistes ont la possibilité de soumettre au service de presse une seule question par écrit, qui sera ensuite lue à l'antenne²⁰.

Hongrie

■ Le 30 mars, le Parlement hongrois a adopté une loi qui confère au Premier ministre Viktor Orbán de nouveaux pouvoirs étendus dans le cadre de l'état d'urgence, l'autorisant à gouverner indéfiniment par décret. La nouvelle loi érige également en infraction la diffusion d'informations « erronées » ou « déformées », jugées nuisibles à la lutte des autorités contre la COVID-19, et prévoit des amendes et des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison²¹. Les groupes de défense de la liberté de la presse ont vivement critiqué cette loi, estimant qu'elle constitue un pas supplémentaire vers un contrôle total de l'information et restreint encore davantage la liberté de la presse dans le pays.

■ Selon un rapport de l'Union hongroise pour les libertés civiles, le gouvernement a également centralisé les communications sur la pandémie et filtre la divulgation d'informations sur la COVID-19. Il y est indiqué que les sources d'information alternatives, en particulier les professionnels de la santé, craignent d'être licenciés s'ils s'adressent à la presse, et que le nouveau « projet de loi sur le coronavirus » incitera encore plus les journalistes à pratiquer l'autocensure. Lors des conférences de presse du gouvernement, les questions à traiter sont soigneusement sélectionnées, certains médias étant ignorés et de nombreuses questions sensibles restant sans réponse²².

Italie

■ Le 23 mars, un journaliste accompagné d'un cameraman travaillant pour l'édition de Livourne du quotidien régional italien *Il Tirreno* (la mer Tyrrhénienne) ont été insultés et menacés à l'aide d'une barre métallique

20 https://www.efsyn.gr/ellada/koinonia/240641_se-karantina-i-enimerosi-haropal-eyei-i-eleytheria-toy-tyroy, Σε καραντίνα η ενημέρωση, χαροπαλεύει η ελευθερία του Τύπου, Efsyn, 26 avril 2020

21 <https://ipi.media/hungary-press-freedom-threatened-as-orban-handed-new-powers/>, Hungary: Press freedom threatened as Orbán handed new powers. Institut international de la presse. 30 mars 2020

22 <https://balkaninsight.com/2020/04/27/hungary-censoring-information-on-covid-19-report-says/>, Hungary Censoring Information on COVID-19, Report Says, BIRN, 27 avril 2020

alors qu'ils effectuaient un reportage sur la vie quotidienne dans le cadre des mesures de lutte contre le coronavirus²³.

■ Le 25 mars, un photographe de presse travaillant pour le quotidien italien *La Stampa* a été encerclé par une foule, harcelé et s'est fait voler sa carte mémoire alors qu'il couvrait une manifestation tenue dans un marché local de Turin pour protester contre les restrictions imposées dans le cadre du coronavirus²⁴.

■ Le 2 avril, le porte-parole du ministère russe de la défense, le général Igor Konashenkov, a déclenché une polémique sur la liberté de la presse après avoir critiqué publiquement le journal italien *La Stampa* et adressé une menace voilée à un reporter à propos d'un article concernant le soutien russe à la lutte contre le coronavirus. Les journalistes et autorités italiennes ont condamné son intervention²⁵.

■ Le journaliste de *La Repubblica* Salvo Palazzolo a fait l'objet de menaces répétées après la publication, le 8 avril, de son article consacré à la mafia qui exploite la crise du coronavirus pour accroître son influence dans certains quartiers de Palerme²⁶.

Moldova

■ Le 19 mars, le Service de sécurité et de renseignement a mis à profit les lois promulguées dans le cadre de l'état d'urgence pour ordonner aux fournisseurs d'accès à internet de bloquer l'accès à 52 sites web accusés de diffuser de fausses nouvelles au sujet de la pandémie de COVID-19. Cette décision renforce les craintes d'une extension des mesures de censure visant les médias critiques²⁷.

■ Le 24 mars, le président du Conseil de l'audiovisuel moldave a publié un décret enjoignant aux médias du pays de s'abstenir d'imprimer ou de diffuser

23 <https://iltirreno.gelocal.it/livorno/cronaca/2020/03/23/news/giornalisti-del-tirreno-aggre-diti-il-comunicato-del-comitato-di-redazione-1.38628499>, *Giornalisti del Tirreno aggrediti, il comunicato del comitato di redazione*, Il Tirreno Livourne, 23 mars 2020

24 <https://www.editoria.tv/aggredito-e-minacciato-a-torino-fotografo-de-la-stampa/>, *Aggredito e minacciato a Torino fotografo de La Stamp*, Editoria.tv, 25 mars 2020

25 <https://www.ilgiornale.it/news/cronache/caso-stampa-russia-insorge-pd-intervenga-commissione-ue-1849771.html>, *Caso La Stampa-Russia, insorge il Pd: "Intervenga la Commissione Ue"*, Il Giornale, 3 avril 2020

26 <https://rfsf.org/en/news/italian-journalist-threatened-after-reporting-abuse-sanitary-crisis-mafia-sicily>, *Italian journalist threatened after reporting on the abuse of sanitary crisis by mafia in Sicily*, Reporters sans frontières, 16 avril 2020

27 <http://media-azi.md/en/stiri/doc-sis-ordered-block-52-anonymous-sites-allegedly-disseminate-fake-news-about-covid-19>, *SIS Ordered to Block 52 Anonymous Sites that Allegedly Disseminate Fake News About Covid-19*, Media AZI, 20 mars 2020

des « opinions », et leur demandant de ne communiquer que la position des autorités pendant l'état d'urgence. Le décret a été annulé après une avalanche de critiques de la part des journalistes et des associations de médias²⁸.

■ Le 3 avril, les autorités moldaves ont triplé le temps imparti aux organismes publics pour répondre aux demandes d'accès à l'information, qui passe ainsi de 15 à 45 jours, en raison du coronavirus. Les médias ont fait savoir que des demandes adressées à des fins d'information publique à des organismes tels que le ministère de la Santé ont purement et simplement été rejetées²⁹.

Pologne

■ Le 14 avril, l'entreprise de vêtements polonaise LPP a intenté un procès contre les journalistes Wojciech Cieśla et Julia Dauksza qui avaient publié un article sur le site web de *Newsweek* Pologne, rapportant la décision de l'entreprise d'envoyer des masques de protection contre la COVID-19 aux usines de son fournisseur en Chine. L'entreprise a également poursuivi la rédactrice en chef de l'hebdomadaire Aleksandra Karasińska et l'éditeur *Ringier Axel Springer Polska*, alléguant la diffusion par l'équipe éditoriale de « fausses déclarations et suggestions » concernant les mesures prises et réclame des dommages et intérêts de 3 millions de złoty polonais (660 ,000 euros)³⁰.

Roumanie

■ Le 16 mars, le Président de la Roumanie a signé un décret instaurant l'état d'urgence qui, entre autres mesures, permet aux autorités de supprimer les articles ou fermer les sites web qui diffusent de « fausses nouvelles » sur le virus, sans possibilité de recours³¹.

■ La législation adoptée dans le cadre de l'état d'urgence a doublé le temps imparti pour répondre aux demandes d'accès à l'information, qui passe ainsi de 30 à 60 jours. Depuis lors, les médias ont signalé que certaines institutions locales, invoquant les nouvelles règles, ont refusé de fournir des informations³².

28 <https://balkaninsight.com/2020/03/31/battling-coronavirus-moldova-targets-unwanted-media-opinion/>, *Battling Coronavirus, Moldova Targets Unwanted Media "Opinion"*, BIRN, 31 mars 2020

29 <https://balkaninsight.com/2020/04/06/central-and-eastern-europe-freedom-of-information-rights-postponed/>, *Central and Eastern Europe Freedom of Information Rights "Postponed"*, BIRN, 6 avril 2020

30 <https://www.lppsa.com/en/informacje-prasowe/lpp-has-sued-for-infringement-of-personal-rights>, *LPP Filed a Lawsuit for the Protection of Personal Rights*, LPP, 14 avril 2020

31 <https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/449380>, *Coronavirus response bill should not curb freedom of information in Romania*, OSCE, 30 mars 2020

32 <https://balkaninsight.com/2020/04/06/central-and-eastern-europe-freedom-of-information-rights-postponed/>, *Central and Eastern Europe Freedom of Information Rights "Postponed"*, Balkan Insight, 6 avril 2020

Fédération de Russie

■ Le 1^{er} avril³³, le gouvernement a intensifié ses efforts de lutte contre les « fausses nouvelles » en approuvant une modification du Code pénal qui prévoit l'imposition d'amendes et des peines de prison, pouvant aller respectivement jusqu'à 22 000 € et 5 ans, à toute personne qui diffuse en connaissance de cause de « fausses informations relatives à tout événement susceptible de menacer la vie ou la sécurité des citoyens ».³⁴ Les organisations de médias sont passibles d'amendes pouvant aller jusqu'à 112 000 € en cas de diffusion de désinformation à propos de la pandémie³⁴.

■ Plusieurs médias ont fait l'objet de sanctions après que les autorités fédérales de régulation ont eu recours à la loi contre les « fausses nouvelles » récemment adoptée par le pays pour censurer les articles sur la pandémie de coronavirus³⁵.

■ L'éminente journaliste russe d'investigation Elena Milashina a été victime de menaces et d'insultes émanant du Président de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov, après la publication d'un article remettant en cause l'état de préparation des hôpitaux du pays face au coronavirus³⁶.

■ Le 15 avril, l'autorité de régulation des médias du pays, Roskomnadzor, a ordonné au journal *Novaya Gazeta* de supprimer l'article, menaçant de bloquer l'accès à l'ensemble de son site web s'il n'obtempérait pas³⁷.

■ Le 21 avril, la Cour suprême a interdit la diffusion verbale d'informations non vérifiées sur le coronavirus qui, au même titre que les messages sur les

33 <https://novyagazeta.ru/articles/2020/04/28/85124-tsena-kazhdomu-zadushennomu-izdaniyu---zhizni-lyudey>, *Novaya Gazeta*, 28 avril 2020

34 <https://apnews.com/dbbf02a747b11d8ffe3b07d5e33ff129>, *Fake news or the truth? Russia cracks down on virus posting*, Associated Press, 1 avril 2020

35 <https://www.washingtontimes.com/news/2020/mar/20/russia-invokes-fake-news-law-to-order-removal-of-c/>, *Russia invokes "fake news" law to order removal of coronavirus reports from web*, Washington Times, 22 mars 2020

36 <https://ipi.media/chechnya-leader-launches-violent-tirade-against-russian-investigative-journalist/>, *Chechnya leader launches tirade against Russian investigative journalist*, IPI, 15 avril 2020

37 <https://meduza.io/en/news/2020/04/15/officials-order-novaya-gazeta-to-delete-article-on-covid-19-in-chechnya-following-kadyrov-s-threats-to-have-the-author-attacked>, *Officials order "Novaya Gazeta" to delete article on COVID-19 in Chechnya following Kadyrov's threats to have the author attacked*, Meduza, 15 avril 2020

réseaux sociaux et les publications dans les médias, engage la responsabilité pénale³⁸.

■ Le 25 avril, les autorités ont ouvert une enquête préliminaire en vertu de l'article 207.1 du Code pénal récemment modifié, sur Tatiana Voltskaya, une journaliste basée à Saint-Pétersbourg, à la suite de la publication d'un article dans lequel elle interviewait un professionnel de la santé au sujet d'une éventuelle pénurie de respirateurs³⁹.

Serbie

■ En Serbie, le gouvernement avait initialement promulgué un décret sanctionnant les institutions locales en cas de communication aux médias d'informations sur l'épidémie de coronavirus qui n'auraient pas été « validées » par les autorités de Belgrade. Ce décret, qui a par la suite été révoqué, est en partie responsable de l'arrestation, le 1er avril, d'Ana Lalić, une journaliste du site d'information *Nova.rs*, qui avait fait état des conditions de travail du personnel médical d'un hôpital de la ville de Novi Sad, pendant la pandémie de COVID-19⁴⁰.

■ Depuis sa libération, Anna Lalić a fait l'objet de plusieurs menaces sérieuses, de demandes de poursuites de la part de médias pro-gouvernementaux, et a été la cible d'une campagne de diffamation en ligne la désignant comme une ennemie de l'État⁴¹.

■ Le 26 mars, une équipe de télévision de la chaîne *KTV* a été arrêtée pour avoir prétendument omis de se soumettre aux procédures de désinfection obligatoire alors qu'elle tentait d'entrer dans un bâtiment administratif pour réaliser une interview sur la vente d'un terrain réalisée pendant la période de confinement liée à la COVID-19⁴².

38 <https://www.fontanka.ru/2020/04/21/69105622/?ref=t&fbclid=IwAR15724NdOrN8R-seuQATijh-bX9msNDDeHZKCwmkuKBd8rMQ19oXrQUMkZKQ>, *Верховный суд запретил не только публиковать непроверенную информацию о коронавирусе, но и обсуждать ее вслух*, Fontanka, 21 avril 2020

39 https://lenizdat.ru/articles/1157141/?fbclid=IwAR04highSOI2wm73Dk94c31GCgPi3QIO-aLiCp9Q0nb6DTiSJN9v0_KzFr4, *Петербургская журналистка готовится к обыскам и уголовному делу за "фейк" про коронавирус*, lenizdat.ru, 25 avril 2020

40 <https://europeanjournalists.org/blog/2020/04/03/covid-19-serbian-government-urged-to-guarantee-free-flow-of-information/>, *COVID-19: Serbian government urged to guarantee free flow of information*, FEJ, 3 avril 2020

41 <http://rs.n1info.com/Vesti/a589670/NDNV-Nastavlja-se-kampanja-mrznje-protiv-Ane-Lalic.html> *NDNV: Nastavlja se kampanja mrznje protiv Ane Lalić*, N1, 16 mars 2020

42 <http://rs.n1info.com/English/NEWS/a582431/TV-Crew-arrested-for-refusing-disinfection.html>, *TV Crew arrested for refusing disinfection*, N1, 26 mars 2020

■ Le 11 avril, les journalistes se sont vu interdire l'accès, pour des « raisons sanitaires », aux points de presse quotidiens du gouvernement sur la pandémie de COVID-19. Les médias peuvent uniquement soumettre leurs questions par courrier électronique, plutôt que par vidéoconférence, et ne sont pas en mesure de poser des questions supplémentaires⁴³. D'autres journalistes ont critiqué le manque d'accès aux informations émanant des ministres et des responsables de la santé⁴⁴.

■ Les délais de réponse aux demandes d'accès à l'information ont également été suspendus pendant l'état d'urgence⁴⁵.

Slovénie

■ Le journaliste d'investigation slovène Blaž Zgaga a fait l'objet d'une campagne de haine orchestrée par le gouvernement et une chaîne de télévision pro-gouvernementale pour avoir adressé aux autorités de Ljubljana une demande officielle d'accès à l'information concernant la gestion de la crise de la COVID-19 par le gouvernement⁴⁶.

Turquie

■ Le 20 mars, les journalistes Mustafa Ahmet Oktay et Eren Sarıkaya des journaux *Halk Newspaper* et *Pusula*, établis à Bartın, ont été placés en garde à vue pour un reportage concernant la propagation de la COVID-19⁴⁷.

■ Le 25 mars, le journaliste Tugay Can a été accusé de « semer la peur et la panique au sein du public » dans le cadre de sa couverture de l'actualité relative au coronavirus⁴⁸.

43 <https://balkaninsight.com/2020/03/16/coronavirus-live-updates/#1927>, *Serbian Health Minister Blames "Corona in Newsrooms" for Press Conference Ban*, Balkan Insight, 11 avril 2020

44 <https://www.juznevesti.com/Drushtvo/Informacije-o-korona-virusu-ubuduce-samo-od-Kriznog-staba-novinari-ukazuju-na-prikrivenu-cenzuru.sr.html> *Informacije o korona virusu ubuduće samo od Kriznog štaba, novinari ukazuju na prikrivenu cenzuru*, Južne Vesti, 1 avril 2020

45 <https://balkaninsight.com/2020/04/06/central-and-eastern-europe-freedom-of-information-rights-postponed/>, *Central and Eastern Europe Freedom of Information Rights "Postponed"*, Balkan Insight, 6 avril 2020

46 <https://rsf.org/en/news/seven-organisations-call-slovenian-government-stop-harassing-investigative-journalist>, *Seven organisations call on the Slovenian government to stop harassing an investigative journalist*, RSF, 27 mars 2020

47 <https://www.osce.org/representative-on-freedom-of-media/449023>, *OSCE Media Freedom Representative concerned about detention of several journalists following their reports on coronavirus crisis in Turkey*, OSCE, 23 mars 2020

48 <https://www.evrensel.net/haber/400419/iz-gazete-muhabiri-tugay-can-korona-virus-salgini-haber-i-dolayisiyla-ifade-verdi>, *İz Gazete muhabiri Tugay Can korona virüs salgını haberi dolayısıyla ifade verdi*, Evrensel, 25 mars 2020

■ Le 31 mars, la journaliste, écrivaine et activiste kurde Nurcan Baysal a été convoquée par la police pour témoigner, après avoir publié les courriers de prisonniers et deux articles sur la pandémie⁴⁹.

■ Le même jour, Oktay Candemir, un journaliste local de *Van Haberdar*, a également été appelé à témoigner pour ses posts publiés sur les médias sociaux concernant la propagation de la COVID-19 dans la région⁵⁰.

■ Toujours le 31 mars, la police a ouvert une enquête contre Ahmet Kanbal, un correspondant de l'agence de presse *Mezopotamya*, qui a été accusé d'« incitation à la haine et à l'hostilité » dans un reportage sur les mesures de sécurité mises en œuvre dans un hôpital pour lutter contre le coronavirus⁵¹.

■ Le 3 avril, le journaliste turc chevronné Hakan Aygun, ancien dirigeant de la chaîne de télévision *Halk TV* farouchement opposée au Président Erdoğan, a été arrêté pour incitation à la haine après avoir publié sur les réseaux sociaux un post dans lequel il tournait en dérision la campagne du président Erdoğan visant à collecter des fonds pour les victimes du coronavirus⁵².

■ Le 15 avril, le Conseil supérieur de la radio et de la télévision (RTÜK) a notifié à la chaîne de télévision *Fox TV* une interdiction de diffusion pendant trois nuits aux heures de grande écoute, en raison des commentaires critiques du présentateur Fatih Portakal alors qu'il présentait les mesures adoptées par l'Etat pour faire face à la pandémie de COVID-19. *Fox TV* a également été condamnée à une amende s'élevant à 3 % de ses recettes publicitaires⁵³.

■ Le 13 avril, le Parlement a adopté une loi permettant la libération anticipée de près de 90 000 prisonniers. Cependant, cette loi exclut les personnes déclarées coupables de crimes liés au terrorisme au titre de la législation antiterroriste qui a été invoquée pour emprisonner une cinquantaine de journalistes ayant fait preuve d'esprit critique. Elle exclut également les personnes en détention provisoire qui n'ont pas été déclarées coupables d'un quelconque crime⁵⁴.

49 <http://bianet.org/english/freedom-of-expression/222257-writer-nurcan-baysal-deposed-over-coronavirus-posts-articles>, *Writer Nurcan Baysal Deposed over Coronavirus Articles*, Bianet, 31 mars 2020

50 <https://www.habercaldiran.com/haber/4122833/gazeteci-oktay-candemir-ifadeye-cagrildi>, *Gazeteci Oktay Candemir İfadeye Çağrıldı*, Haber Çaldıran, 31 mars 2020

51 <https://gazetekarinca.com/2020/03/gazeteci-ahmet-kanbal-hakkinda-corona-sorusturmasi/>, *'Gazeteci Ahmet Kanbal hakkında 'Corona' soruşturması*, Gazete Karınca, 31 mars 2020

52 www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-03/turkey-arrests-journalist-who-belittled-erdogan-virus-campaign, *Turkey Arrests Journalist Who Belittled Erdogan Virus Campaign*, Bloomberg, 3 avril 2020

53 <https://gazetekarinca.com/2020/04/fox-tvye-uc-kez-yayin-durdurma-cezasi/>, *FOXTV'ye üç kez yayın durdurma cezası*, Gazeta Karınca, 15 avril 2020

54 <https://www.article19.org/resources/turkey-24-rights-groups-call-for-release-of-all-those-arbitrarily-detained-now-at-risk-of-covid-19/>, *Turkey: 24 rights groups call for release of all those arbitrarily detained, now at risk of Covid-19*, Article 19, 17 avril 2020

Ukraine

■ Le 25 mars, une journaliste de la chaîne de télévision *NewsOne* en Ukraine a été agressée alors qu'elle menait une enquête journalistique sur la vente illégale de masques de protection contre le coronavirus dans la ville de Krassyliv. Elle a été blessée à la main et a dû être soignée⁵⁵.

■ Le 2 avril, un journaliste et un cameraman de la chaîne de télévision *Zik* ont été insultés et agressés par un homme alors qu'ils filmaient un reportage dans la capitale Kiev sur le respect des restrictions imposées par le gouvernement pour lutter contre la propagation de la COVID-19⁵⁶.

Principales considérations

■ En ces temps de crise sanitaire de la COVID-19, la nécessité d'une libre circulation des informations indépendantes est plus essentielle que jamais. Les médias indépendants jouent un rôle crucial pour garantir aux citoyens l'accès à des informations fiables, précises et à jour sur la pandémie. De plus, à une période marquée par la suspension des droits fondamentaux de nos citoyens, les journalistes exercent également un rôle clé de sentinelle en assurant la continuité de la critique et du débat public sur la pertinence des mesures gouvernementales.

■ Malheureusement, dans le même temps, certains gouvernements des États membres du Conseil de l'Europe ont profité de manière opportuniste des lois d'urgence adoptée dans le cadre de la lutte contre le coronavirus pour imposer des restrictions qui érodent la liberté de la presse. Si certaines de ces mesures font peser des menaces non intentionnelles sur la liberté de la presse, d'autres ont été mises en œuvre en toute connaissance de cause. Par ailleurs, bien que certaines restrictions des droits puissent s'avérer nécessaires pour lutter contre la pandémie, celles qui limitent la liberté des médias sont excessives. Plus inquiétant encore, tandis que certaines des restrictions liées au coronavirus auront un caractère temporaire, d'autres risquent d'être prolongées bien après la fin de la crise sanitaire. Or, si des institutions comme le Conseil de l'Europe ne réagissent pas fermement à ces menaces, la liberté des médias en Europe pourrait se trouver, au sortir de la pandémie de COVID-19, plus affaiblie qu'elle ne l'était auparavant.

55 <https://112.international/politics/newsone-tv-channel-journalists-beaten-up-during-filming-illegal-mask-trade-49865.html>, *NewsOne TV channel journalists beaten up during filming illegal mask trade*, 112 Ukraine, 25 mars 2020

56 <https://112.international/ukraine-top-news/attacker-on-zik-tv-channel-crew-put-under-house-arrest-50290.html>, *Attacker on ZIK TV channel crew put under house arrest*, 112 Ukraine, 7 avril 2020

■ La présente note d'information a été préparée par l'Institut international de la presse (IPI) au nom de la Plateforme du Conseil de l'Europe pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, qui représente les principaux groupes de défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression en Europe, notamment :

- ▶ Article 19
- ▶ L'Association des journalistes européens
- ▶ Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ)
- ▶ L'Union Européenne de Radio-Télévision (UER),
- ▶ Le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF)
- ▶ La Fédération Européenne des Journalistes (FEJ)
- ▶ Free Press Unlimited (FPU)
- ▶ Index on Censorship
- ▶ La Fédération internationale des Journalistes (FIJ)
- ▶ International News Safety Institute (INSI)
- ▶ PEN International
- ▶ Reporters sans frontières (RSF)
- ▶ The Rory Peck Trust

